



---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 16 /3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53642

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



HORST MÖLLER

## L'HISTOIRE CONTEMPORAINE: QUESTIONS, INTERPRÉTATIONS, CONTROVERSE

### I. Concept et tradition

A aucun moment les historiens ne renoncèrent à écrire l'histoire de leur propre temps; depuis toujours le présent les incita à formuler des questions qu'ils transférèrent ensuite à d'autres époques historiques se trouvant au-delà des limites de leur expérience.

Dans la prise de conscience de l'historien, la distance à l'égard de l'objet de recherche n'est pas nécessairement donnée; la distanciation de l'objet de recherche fait souvent partie de son travail-même et contribue au caractère scientifique de ce dernier. La recherche scientifique en histoire oscille entre la relativité fondamentale de l'interprétation historique et le postulat régulateur de l'objectivité. Sur ce point l'histoire contemporaine ne se distingue pas de l'histoire ancienne, de l'histoire du Moyen-Âge, de l'histoire moderne.

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle certains théoriciens constatèrent que l'historien est lié à son propre temps et à sa propre situation. Pourtant on ne tarda pas à exiger que l'histoire soit écrite du point de vue de l'objet de connaissance. La parole souvent citée de Ranke disant que l'historien doit présenter les événements historiques comme ils ont été véritablement dits, se préparait déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le principe complémentaire disant que l'interprétation historique doit partir de la compréhension que l'époque analysée a d'elle-même, influa sur l'historisme. Cette tendance commença à se former au XVIII<sup>e</sup> siècle et atteignit son point culminant avec Ranke.

Ces connaissances méthodologiques firent-elles qu'on renonça à écrire de l'histoire contemporaine? Pas du tout! L'historiographie contemporaine est vieille – aussi vieille que l'historiographie elle-même.

Déjà l'« Histoire de la Guerre du Péloponnèse » de Thucydide (460–400 av. J. C.) était de l'historiographie contemporaine. Déjà Thucydide s'efforça de rapporter les faits de façon véridique. Cependant, il aéra ses récits en introduisant des discours fictifs pleins d'effets littéraires pour poétiser les motifs, les types d'actions ainsi que les situations politiques. En plus, Thucydide limita son objet de recherche, et les raisons qu'il en donna sont très révélatrices: La guerre du Péloponnèse aurait apporté « pour les Hellènes et une partie des Barbares, voire ... pour les hommes en général le bouleversement le plus terrible ». Et ensuite: ce qui se serait passé avant cette guerre, serait « impossible à rechercher à cause de la longueur du temps. »

Les deux justifications de Thucydide réapparurent dans la compréhension moderne de l'histoire contemporaine. L'événement historique décrit a consacré profondément ceux qui l'ont vécu; il était compréhensible pour les contemporains, parce qu'il leur était proche dans le temps. Cependant, cette consternation n'a pas marqué au même degré l'historiographie contemporaine à d'autres époques. Ni Frédéric le Grand qui, comme jadis César, prit la plume pour écrire en 1775 l'« Histoire de mon temps », ni les autres historiens du XVIII<sup>e</sup> siècle comme Schlözer, Gatterer ou Spittler dont les ouvrages historiques atteignirent le seuil de leur propre temps, ne se sentirent profondément consternés dans leur existence historique et politique personnelle ou collective.

Ce fut la Révolution Française qui amena un changement. Depuis la Réforme, aucun



événement n'avait touché à un tel point les convictions morales et politiques des historiens. La Révolution donna ainsi des impulsions à l'historiographie contemporaine et ce fut à ce moment-là que le terme se forma: Lorenz von Stein p. ex. considéra comme époque révolutionnaire homogène l'intervalle de temps situé entre 1789 et 1830 et ensuite jusqu'en 1848. Il désigna explicitement comme »contribution à l'histoire contemporaine« l'ouvrage qu'il publia en 1842 et, sous une forme élargie et actualisée, en 1850.

Ce n'est pas par hasard que la classification de l'époque contemporaine varie selon les nations étant donné que les bouleversements fondamentaux constituent la mémoire historique et politique collective d'une nation. Ainsi, l'»Histoire contemporaine« commence en France avec l'éclatement de la Révolution Française le 14 juillet 1789, bien que la recherche ait relativisé cette date. En Angleterre, c'est avec la réforme du Parlement de 1832 que commence la »Contemporary History«. Dans un sens plus restreint le terme de »Current History« désigne l'actualité présente encore non-achevée de l'histoire contemporaine.

Dans la langue allemande le terme de »Zeitgeschichte« a également une longue tradition. Déjà en 1657, le poète baroque Sigmund von Birken employa le terme au pluriel: »Zeitgeschichten«. Puis ce fut Johann Christian Günther qui se servit du terme, et dès lors on utilisa couramment cette expression au XVIII<sup>e</sup> siècle, généralement pour désigner l'histoire la plus récente. Très souvent, ce furent des écrivains et des publicistes plutôt que des historiens qui se prononcèrent sur l'histoire contemporaine. Puis, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les représentants les plus renommés de l'histoire moderne comme Ranke, Sybel et Treitschke s'occupèrent eux-aussi de la »Zeitgeschichte«. Aucun de ces historiens n'hésita à introduire des jugements de valeur dans ses ouvrages, même si Ranke resta beaucoup plus réservé à cet égard que ses deux collègues mentionnés ci-dessus.

Après la fin de la Seconde Guerre Mondiale la compréhension actuelle du terme d'histoire contemporaine commença à se former. Beaucoup d'aspects méthodologiques indiqués ici en quelques mots réapparurent sous forme modifiée. Il est vrai que le 8 mai 1945 a été une coupure fondamentale. Pour l'historiographie cependant, il ne constitue pas l'»heure zéro«.

## II. Le point de départ: 1945 et la »périodisation« de l'histoire contemporaine

A première vue, le point de départ de l'historiographie contemporaine allemande après 1945 paraît être identique pour l'Est et l'Ouest. Ainsi en 1946 Alexander Abusch qui vivait dans le secteur soviétique de Berlin, réfléchit sur les causes de la »fausse voie d'une nation« tandis que le Berlinoise de l'Ouest Friedrich Meinecke se livra à des considérations sur la »catastrophe allemande«. Tous deux se demandèrent quelle serait la place de la dictature nationale-socialiste dans l'histoire allemande et si celle-ci avait une continuité. Tous les deux formulèrent des questions basées sur une expérience individuelle et collective on ne peut plus bouleversante.

Il est vrai que les essais d'interprétation écrits immédiatement après la fin du Troisième Reich furent imparfaits. Nonobstant, Meinecke leur conféra un avantage de taille par rapport aux explications postérieures encore que celles-ci aient exploité méthodologiquement les sources. Les sources écrites, consigna-t-il, ne sont pas en mesure de remplacer »l'air du temps dans lequel notre destin s'accomplit et qu'il faut connaître pour comprendre entièrement ce destin.« Cependant, le seul fait d'avoir été présent ne suffit pas pour constituer la compréhension historique ou pour reconstituer les faits de façon juste. Combien de témoignages directs sont insuffisants pour couvrir la vie quotidienne! Quelle doit être leur insuffisance quand il s'agit de décrire des processus historiques complexes et un nombre immense de théâtres historiques!

Ce simple fait déjà prouve l'insuffisance de la méthode de la dite Oral History, méthode discutée depuis plusieurs années et ré-importée des Etats-Unis. Pour reconstituer ultérieurement des expériences vécues individuelles et limitées, elle peut éventuellement fournir des



éclaircissements, si certaines conditions méthodologiques sont remplies. Ceci n'est pas possible pour décrire les connexions plus importantes en politique intérieure et extérieure, en histoire économique et sociale. Dans un certain sens, du moins du point de vue méthodologique, il s'agit même d'une régression vers l'époque où la tradition orale était la seule tradition de l'histoire. Par exemple, le témoignage d'un soldat allemand de la Seconde Guerre Mondiale disant qu'il n'y a pas eu d'exécutions en masse est subjectivement digne de foi. Cependant ce rapport ne dit rien sur l'existence et l'étendue réelles des crimes nazis. En utilisant des indicateurs sociaux apparentés on peut identifier les personnes interrogées du point de vue de leur appartenance sociale. En aucun cas on ne peut en déduire une biographie collective ou bien une juste connaissance de la mentalité de grands groupes sociaux. Des hasards ou des facteurs géographiques renforcent le caractère limité de l'expérience individuelle de la vie: ainsi un paysan expulsé de Prusse-Orientale aura une expérience tout à fait autre qu'un paysan de la Haute-Bavière même si les autres indicateurs sont analogues. Dans la mesure du possible l'historien contemporain ne renoncera pas à l'interrogation orale de contemporains concernés; cependant, il le fera pour compléter ses sources, non pour les remplacer.

Retenons en tout cas que ni l'éloignement ni la proximité temporels ou spatiaux ne garantissent l'objectivité historique. De ce point de vue également le but des deux auteurs mentionnés ci-dessus est significatif. D'une part Abusch et Meinecke tâchèrent de parvenir à une interprétation historique et philosophique ainsi qu'à une classification de la dictature nationale-socialiste; d'autre part ils essayèrent tous les deux d'analyser leur propre position à l'égard du national-socialisme: il s'agissait littéralement d'exorciser le passé. Cette intention plutôt morale que scientifique influa longtemps sur l'historiographie contemporaine, même si ce propos ne fut pas exprimé explicitement. Dans ce sens, l'historiographie contemporaine d'après 1945 est différente de l'historiographie des générations antérieures. Apprenant de plus en plus clairement la monstruosité et l'étendue inimaginable des crimes nazis, les premiers écrits sur la dictature nationale-socialiste sont caractérisés par la répulsion.

Même les tentatives de réhabiliter les »bonnes traditions de l'histoire allemande« – comme le font p. ex. les études publiées par Gerhard Ritter en 1948 sur »L'Europe et la question allemande« – eurent une raison morale. Ainsi la mise en évidence de l'autre Allemagne – la meilleure Allemagne – fut symptomatique des débuts de la recherche sur la résistance. Cette recherche qui prédomina pendant des décennies fut inaugurée par le livre de Hans Rothfels »L'opposition allemande contre Hitler«, publié en 1948 aux Etats-Unis et en 1949 en Allemagne.

Le caractère moral de la controverse sur la domination nazie déboucha d'une façon ou d'une autre sur la pédagogie politique. Les débuts de la discussion sur la dictature d'Hitler ne résultèrent pas en premier lieu d'un intérêt scientifique. La critique morale et la fonctionnalisation politique de l'historiographie contemporaine pour éduquer le peuple allemand à la démocratie se complétèrent. Même encore aujourd'hui, l'historiographie contemporaine n'en fait guère abstraction.

De tels buts eurent cependant aussi des conséquences scientifiques. Bien que le Troisième Reich restât le seul objet de l'historiographie contemporaine, c'est justement la pédagogie politique qui conduisit à une compréhension historique, compréhension renforcée à tous moments par la discussion sur le problème de la continuité: les leçons à tirer de la dictature nationale-socialiste avaient besoin d'être incorporées dans l'histoire. A côté de la grande discussion sur la continuité, un autre aspect fut tacitement intériorisé. Non seulement la dictature elle-même appartenait à l'histoire contemporaine, mais également la condition immédiate de la domination nazie, c.-à-d. l'échec de la démocratie et la dissolution de la République de Weimar. Stimulé par la fondation de la République Fédérale d'Allemagne, la leçon de morale de la domination totalitaire se condensa rapidement pour former la triade suivante: échec de la démocratie, dictature, reconstruction de la démocratie en Allemagne occidentale. Le temps d'apprentissage fut couronné de succès, le domaine de l'histoire



contemporaine fut circonscrit. Fritz René Alleman réduisit cette connexion à l'expression significative: »Bonn ist nicht Weimar«.

Bientôt Hans Rothfels et d'autres historiens tombèrent d'accord sur l'année charnière avec laquelle ils firent commencer l'histoire contemporaine: l'année 1917. Cette année-là se produisirent deux événements constitutifs de la politique mondiale du XX<sup>e</sup> siècle: la Révolution d'Octobre en Russie et l'entrée en guerre des Etats-Unis faisant définitivement de la guerre une guerre mondiale. Si l'on ajoute l'année de la fin de la guerre, il est incontestable que les années 1917/18 constituèrent pour l'histoire mondiale des événements décisifs. Dans ce sens on peut acquiescer à la conclusion de Rothfels: »A la fin de la guerre l'unité mondiale aussi bien que la bipolarisation du monde commença à s'annoncer.«

Cette délimitation est remarquable pour deux raisons: d'une part, la constatation que l'histoire contemporaine commence en 1917/18 ne fut faite que trente ans après cette date; d'autre part, la rigueur avec laquelle l'histoire contemporaine est délimitée ne connaît guère d'analogies en histoire; à côté d'un commencement précis il y a une fin ouverte.

Dans l'histoire moderne et contemporaine il n'y a guère que la compréhension par les générations contemporaines et ultérieures de la Révolution Française qui puisse être comparée à une telle périodisation. Cette périodisation présente cependant un inconvénient: en dehors de la France personne ne range la Révolution de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans l'histoire contemporaine. L'histoire contemporaine vieillit, néanmoins elle est toujours présente. Cette présence est donnée pour tout événement historique fondamental qui constitue continuellement la conscience propre d'une nation. Normalement la validité de tels phénomènes persistants est limitée à une seule nation, même si p. ex., dans la sphère d'influence communiste l'an 1917 constitue une année clef de la révolution mondiale postulée. De même que l'année 1789, la guerre d'indépendance américaine et la fondation des Etats-Unis d'Amérique ont donné des impulsions supra-nationales pour faire prévaloir les droits de l'homme et la conception occidentale de la constitution et de la démocratie.

Le terme d'»histoire contemporaine« est aussi fluctuant que son objet – qu'on le considère comme suspect et tautologique ou bien comme très approprié. En France, on utilise depuis quelque temps le terme »histoire présente« pour signaler la relation étroite et courante entre l'histoire contemporaine et le présent pour les années depuis la Seconde Guerre Mondiale respectivement la libération de l'occupation allemande. En 1978, l'Institut d'Histoire du Temps Présent a été fondé.

La périodisation pose également des problèmes factuels. Friedrich Meinecke déjà et à plus forte raison Gerhard Ritter avaient attiré l'attention sur la dimension européenne du fascisme. La recherche des conditions communes à toute l'Europe pour l'ascension du national-socialisme devint le sujet d'une des interprétations les plus importantes de la recherche en histoire contemporaine de l'Allemagne occidentale: Ernst Nolte interpréta le fascisme européen comme un phénomène lié à une époque précise. Dans son premier ouvrage principal intitulé »Le fascisme dans son époque« et publié en 1963 après une série d'études préliminaires, il interprète le fascisme, y compris le national-socialisme en tant que variante fasciste radicale, essentiellement comme une réponse à la provocation fondamentale de la révolution bolchevique en Russie ainsi qu'à la crise du système libéral en Europe après la Première Guerre Mondiale. Le tournant de 1917/18 joue donc ici également un rôle décisif.

Les problèmes clefs caractérisant la mémoire collective diffèrent non seulement selon les nations, mais ils varient également selon leur jugement positif ou négatif. L'histoire allemande n'est pas la seule à avoir des époques qui créent un malaise auprès des générations ultérieures et avant tout auprès des générations contemporaines qui étaient témoins de cette époque, pourvu qu'elles aient la possibilité de se consacrer librement à leur histoire. De tels phénomènes de l'histoire contemporaine sont p. ex. en France la présentation historique et réaliste de la Résistance et surtout de la collaboration lors du gouvernement de Vichy et de l'occupation allemande; en Italie, il s'agit de la domination fasciste de Mussolini; en Espagne de la guerre



civile de 1936 et de l'établissement de la dictature de Franco; en Autriche du destin des régimes autoritaires des années 30 et de la question de savoir dans quelle mesure le rattachement à l'Allemagne nazie en 1938 a été accueilli favorablement par une grande partie de la population – l'Autriche ne serait donc pas seulement une victime –; finalement il s'agit de l'existence de mouvements fascistes autrichiens et des régimes Quisling influencés par la dictature nationale-socialiste entre 1939 et 1945. Après 1945, une telle coupure temporelle est constituée en Tchécoslovaquie par les »épurations« qui suivirent le renversement communiste en 1948 et, plus tard, l'épilogue du »printemps de Prague« de 1968. En Hongrie, ce fut l'insurrection de 1956 et, après l'élimination de Imre Nagy, la »collaboration« avec la puissance d'occupation soviétique. Les régimes autoritaires ou bien font disparaître de telles époques de la présentation historique ou bien ces époques sont prises en charge officiellement par la direction du parti et de l'Etat. Voici un exemple: En 1956, à l'occasion de la XX<sup>e</sup> assemblée du parti communiste de l'Union soviétique, Krouchtchev condamna la dictature de terreur staliniste, condamnation répétée en 1986/87 par Gorbatchev. Ce genre de discussions sur des époques de l'histoire contemporaine servent rarement à une compréhension historique objective. Au contraire, elles sont plutôt mises à profit en vue d'une exploitation politique actuelle.

Dans l'historiographie contemporaine, les phénomènes problématiques sont maniés différemment selon les nations et selon les systèmes politiques. En ce qui concerne les différentes périodisations de l'histoire contemporaine, le choix des sujets est généralement constitutif pour le choix des dates. Ainsi un sujet de l'histoire économique entraîne souvent à diviser d'une façon différente les phases temporelles qu'une recherche sur le système international ou sur la situation en politique intérieure: pour l'histoire économique p. ex. la connexion entre la guerre et l'inflation de 1924 ainsi que plus tard, la crise économique mondiale commençant en 1929 et durant jusqu'au début des années 30, jouent des rôles clefs pour la première phase de l'histoire contemporaine.

En histoire politique, les critères pour le choix des dates de périodisation sont autres. Ainsi, en Europe, la période entre 1918/19 et 1945 peut être comprise dans son ensemble comme période de tension révolutionnaire à laquelle correspondait une instabilité profonde du système des puissances européennes. Le traité de Versailles affaiblit temporairement la position de grande puissance de l'Allemagne, mais il ne l'élimina pas tout à fait. Voilà pourquoi la puissance économique de l'Allemagne resta au fond incontestée et servit de base pour son relèvement ainsi que pour la révision du traité de Versailles. La politique extérieure de Stresemann le prouvait malgré toute volonté de paix. Le traité de Versailles était ou bien trop dur ou bien trop mou (K. D. Erdmann): par sa dureté il contraignait l'Allemagne à une politique révisionniste qui était soutenue en principe par toutes les forces politiques. Cette révision fut rendue possible par le fait que l'Allemagne était restée une grande puissance. Le traité de Versailles était »artificiel parce qu'il n'exprima pas la relation véritable des forces« (R. Aron). La relation dialectique entre politique intérieure et extérieure était évidente. Elle se manifesta surtout par le développement des deux grandes puissances continentales c'est-à-dire la France et l'Allemagne et contribua à constituer la périodisation de l'histoire contemporaine: L'instabilité des démocraties européennes depuis la Première Guerre mondiale ainsi que l'instabilité du système des puissances européennes se conditionnèrent et se correspon dirent.

Les dictatures totalitaires du national-socialisme et du bolchevisme se basèrent sur une idéologie s'orientant sui generis vers un expansionnisme mondial que ce soit l'objectif de la révolution sociale et mondiale de l'Union Soviétique ou bien le racisme pangermanique de la dictature nazie. Le but de ces deux pays dépassa, déjà par son intention, de loin l'expansionnisme japonais qui lui est contemporain. Le relâchement et la dynamisation du système international des puissances se renforça. Voilà pourquoi une stratégie de révolution mondiale n'exclut ni des revirements tactiques en vue de stabiliser temporairement l'ordre international



ou européen, ni un accord entre les puissances révolutionnaires antagonistes du point de vue idéologique. Le pacte que Hitler et Staline conclurent le 23 août 1939 et qui dura jusqu'au 22 juin 1941 en est la démonstration.

Après la Seconde Guerre Mondiale la guerre froide commença. A côté de sa dimension en politique mondiale elle eut également une dimension en politique intérieure exprimant les différentes valeurs politiques. Ainsi la puissance occidentale prépondérante, c.-à-d. les Etats-Unis d'Amérique qui avaient abandonné leur position isolationniste avec leur entrée en guerre en 1917, se laissèrent diriger dans ce conflit par leur conscience de mission mondiale. Une telle conviction de la supériorité des propres idéaux rappelle la marche victorieuse des «idées de 1789». Et en effet, après 1945 les maximes opposées sur le plan des idées et de l'éthique des deux blocs conditionnèrent leur antagonisme politique. Ces notions de valeurs remontaient au XVIII<sup>e</sup> siècle et s'étaient exprimées pour la première fois au cours des révolutions en France et aux colonies en Amérique. Lors de la guerre froide ces maximes se dressèrent contre le pathos progressiste que célébrait le communisme et qui s'était transformé en dictature totalitaire. Ce pathos considérait les idéaux de 1776 et de 1789 sur les droits de l'homme non plus comme des objectifs, mais comme un degré intermédiaire dans le processus de l'histoire mondiale s'acheminant progressivement vers sa finalité. L'objectif utopique était une société sans classes et sans domination. Il paraissait légitimer une suspension temporaire des droits de l'homme et du citoyen, suspension qui est encore en vigueur de nos jours. Cette polarité des valeurs s'effacerait si la perspective contingente d'individus choisis plus ou moins par hasard faisait des décades entre 1930 et 1960 une époque homogène. L'importance des entailles de 1933 et de 1945 serait cachée en faveur d'une prétendue continuité de l'histoire allemande de 1930 à 1960. Cette continuité ne serait rien d'autre que la reconstitution artificielle d'une conscience individuelle extrêmement limitée. Il est vrai que malgré les renversements qui ont eu lieu au cours de l'histoire allemande du XX<sup>e</sup> siècle, il faut poser la question de la continuité aussi bien que la question des conditions historiques de la révolution nazie de 1933. Cependant, on ne peut pas renoncer à une distinction claire et nette entre la démocratie et la dictature. Les générations qui ont vécu la dictature nazie et la domination soviétique dans la SBZ (zone d'occupation soviétique) et en R. D. A., étaient plus conscientes de cette distinction que les générations postérieures. Le changement de la conscience politique des étudiants berlinois qui eut lieu entre la construction du mur en 1961 et la deuxième moitié des années 60, en constitue un exemple significatif. La diminution du pouvoir formateur d'une telle expérience indique qu'en histoire contemporaine le changement de perception est souvent accéléré. Ce changement peut inciter la recherche historique à poser de nouvelles questions, mais il peut aussi l'entraver s'il existe des jugements contemporains fixés. Ces problèmes de perception en particulier ainsi que le problème de la périodisation de l'histoire contemporaine en général montrent qu'il y a correspondance entre la formation de la politique mondiale du XX<sup>e</sup> siècle, la représentation renforcée de valeurs ainsi que la constitution de l'objet de l'histoire contemporaine.

Malgré l'accord qui existe sur l'histoire des événements, il est impossible de réduire l'historiographie contemporaine à un commun dénominateur du point de vue de l'interprétation de ces événements. Ceci est le cas surtout pour les jugements sur les points suivants: la révolution de 1918/19, la dissolution de la République de Weimar, la structure du système de domination nationale-socialiste, le développement de l'après-guerre. Cependant, la divergence ne s'étend pas au jugement du système terroriste du national-socialisme: en effet, tous les historiens contemporains considèrent ce système comme criminel.

Pendant les 30 dernières années, les grandes controverses de l'histoire contemporaine ont toujours été accompagnées de tournants de la pensée politique. Chaque fois, elles indiquaient un changement de l'espace de l'expérience politique. La pluralité des interprétations montre combien fructueuses peuvent être des impulsions politiques pour la recherche en histoire contemporaine. C'est une erreur très répandue que de considérer par principe les impulsions



de la vie politique du présent comme nocives à la science. Au contraire, elles peuvent être extraordinairement utiles si elles contribuent à reformuler les problèmes et à vérifier de façon non-dogmatique les questions. Cette vérification doit cependant se concentrer strictement sur l'objet historique et non pas suivre des fins politiques déterminées par le présent. Ni les questions controversées de l'histoire contemporaine, ni la différence des interprétations, des méthodes et des jugements ne mènent à une indiscrimination des déclarations historiques qu'elle soit motivée politiquement ou qu'elle se rabatte sur des argumentations non-scientifiques. Au contraire, il existe un grand ensemble de savoir empirique assuré, qui ne peut pas être exposé à des interprétations arbitraires de dilettante.

### III. Les controverses scientifiques et leurs implications politiques

Il existe trois importantes tendances d'interprétation et chacune a déterminé pour quelques années la discussion scientifique sur l'Etat national-socialiste. La première est la conception du totalitarisme qui dominait la discussion pendant les années 50. La deuxième interprétation commença dès le début des années 60 et débattait de la pertinence de la notion de fascisme limitée à une époque concise et appliquée également au national-socialisme. La troisième controverse fut soulevée à la fin des années 60 et continue encore. Il s'agit de savoir si le système de la domination nationale-socialiste était une monarchie totalitaire suivant une ligne de conduite déterminée ou bien une puissance polycratique composée de groupes de personnes et de pouvoirs concurrents et tranchant selon les cas particuliers.

La première grande tentative d'explication scientifique après la guerre – c. à-d. la caractérisation du Troisième Reich comme régime totalitaire – résulta d'impulsions tant méthodologiques que politiques. Bien que les événements de 1917 soient moins importants pour les explications de ce modèle que pour ceux du fascisme, le concept d'histoire contemporaine qui est lié à l'année charnière 1917, l'influence en partie. Ceci est le cas surtout pour la polarité des nouvelles puissances mondiales des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, polarité qui préfigurait la guerre froide depuis la fin des années 40. L'an 1917 occupe une position clef également dans la mesure où la Révolution d'Octobre constitua une condition essentielle à la lutte du fascisme et du bolchevisme contre les démocraties libérales.

Cependant le modèle du totalitarisme se basait plus sur l'expérience politique spécifique des contemporains de la dictature nationale-socialiste que sur la conception méthodologique de l'histoire contemporaine: il était impossible de ne pas remarquer les traits communs des structures de domination du stalinisme et du national-socialisme. A ces analogies appartinrent surtout les points suivants: le but de l'enregistrement total de la population ainsi que la mise en œuvre de techniques de pouvoir correspondantes entre elles comme la police secrète terroriste, le monopole de l'information et l'Etat-parti revendiquant de représenter la seule idéologie de pouvoir et de société valable. Ces caractéristiques sont à la base de la conception du totalitarisme de Carl J. Friedrich. Il ne serait pas difficile de trouver d'autres ressemblances entre l'Etat d'Hitler et l'Etat de Staline: le culte de la personnalité, l'oppression d'une grande partie de la population, l'exclusion, voire l'élimination systématique de groupes sociaux entiers. De même, la menace physique et psychique contraignant des centaines de milliers de personnes à émigrer fut analogue: pour celui qui était persécuté ou bien assassiné pour des raisons politiques, il n'y avait pas de différence s'il devenait la victime de la dictature nationale-socialiste ou de la dictature communiste.

Sans doute la guerre froide incita à interpréter le Troisième Reich (et l'Union Soviétique) selon le modèle du totalitarisme. Ce ne fut pas par hasard que des politologues des Etats-Unis, où dès 1939 s'était tenu un colloque sur «The Totalitarian State», participèrent à l'élaboration de ce modèle. Ils partirent de l'antagonisme fondamental entre la dictature et la démocratie libérale de leur propre pays, antagonisme impossible à éliminer par de simples disputes



rhétoriques. Une autre interprétation de la dictature nationale-socialiste conçue pour une large part à l'aide de ce modèle naquit également aux Etats-Unis. Cette étude de Hannah Arendt sur les «Eléments et origines du pouvoir total» fut publiée en langue allemande en 1955. L'ouvrage remonte loin dans le XIX<sup>e</sup> siècle et ne se borne aucunement à l'histoire allemande. Dans la troisième partie de son œuvre, Hannah Arendt part du modèle de Carl J. Friedrich mentionné ci-dessus et analyse les techniques du pouvoir totalitaire. Les deux premières parties cependant se concentrent sur l'antécédent idéologique et politique ainsi que sur l'antisémitisme en Allemagne et en France.

Le modèle du totalitarisme influa également sur la performance historiographique la plus importante en histoire contemporaine c.-à-d. les grands ouvrages de Karl Dietrich Bracher. Ces ouvrages auxquels s'associèrent les ouvrages de Gerhard Schulz, de Walther Hofer et de Hans Buchheim, embrassent les trois époques de l'histoire contemporaine. L'effet pionnier de Bracher commence par l'analyse globale des structures de la République de Weimar. Son ouvrage «La dissolution de la République de Weimar» parut pour la première fois en 1955 et en est maintenant à sa septième édition. Bien qu'au début ce livre se soit heurté à l'incompréhension, il compte aujourd'hui parmi les ouvrages internationalement reconnus.

Les objections que les historiens firent au début, se dressèrent contre le fait que Bracher formulait les questions plutôt selon les critères de la politologie que selon ceux de l'historisme traditionnel. En effet, l'ouvrage est une analyse fonctionnelle du déclin du pouvoir de la démocratie et non une interprétation intentionnelle s'orientant vers l'historisme traditionnel. Le débat politique fut causé par l'interprétation critique du chancelier du Reich Brüning et par la représentation du putsch mené contre la Prusse le 20 juillet 1932. Bracher analysa de façon critique l'absence d'une résistance massive de la part des forces démocratiques. A cause de cela, des contemporains plus ou moins concernés comme Carl Severing et Arnold Brecht se sentirent défiés.

Cette perspective intégrant la Prusse s'est poursuivie avec des questions renouvelées depuis les années 70; elle est d'une grande importance pour (l'histoire de) l'historiographie. D'une part, la structure fédérative du parlementarisme démocratique en Allemagne est analysée et d'autre part, la discussion sur la «voie spécifique allemande» réelle ou prétendue prend une nouvelle dimension: A côté du développement problématique de la République de Weimar au niveau du Reich, il existait une alternative politique et sociale dans quelques Länder et surtout en Prusse. Les deux perspectives c.-à-d. l'analyse fonctionnelle de la dissolution et des facteurs d'incidence aussi bien que celle d'une alternative positive possible ont un rapport étroit entre elles et se complètent.

Dans les ouvrages de Bracher la segmentation de l'histoire allemande en plusieurs périodes de l'histoire contemporaine est abandonnée. L'édition augmentée en 1973, puis en 1976 du tome 4 du manuel d'histoire allemande de Gebhardt, dont Karl Dietrich Erdmann est l'auteur, poursuit la même voie. Ce tome qui est actuellement ouvrage de référence, présente l'histoire allemande depuis la Première Guerre Mondiale et résume les différentes directions de la recherche. Erdmann met l'accent sur les connexions de la triade mentionnée ci-dessus, c.-à-d. échec de la démocratie, dictature, reconstruction de la démocratie. D'ailleurs, l'ouvrage de Erdmann qui va jusqu'en 1949, traite non seulement des zones occidentales, mais il intègre dans sa présentation tous les Etats successeurs du Reich allemand. Ceci contient une implication politique étant donné que Erdmann indique de cette façon qu'il teint à l'unité de la nation allemande; d'ailleurs il l'a encore déclaré de façon programmatique en 1985.

Il est vrai qu'on ne peut définir qu'en partie l'œuvre de Bracher comme caractéristique pour le modèle du totalitarisme. Dès 1956 il publia dans les «Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte» (Cahiers trimestriels pour l'histoire contemporaine) un article intitulé «Stufen totalitärer Gleichschaltung»: (Les degrés de l'uniformisation) dans lequel il signala l'existence du principe de pouvoir «divide et impera» et par là l'existence de groupes de pouvoir concurrents. Du point de vue méthodologique, il a ainsi frayé la voie à une direction d'interprétation dont il



refusa pourtant les jugements ultérieurs. Ce n'est donc pas seulement vers la moitié ou la fin des années 60, comme on pourrait le croire qu'on constata le chaos dans la direction du Troisième Reich, l'existence de nombreux centres de pouvoir concurrents ainsi que l'uniformisation manquée en partie. Ces constatations sont entièrement compatibles avec la théorie du totalitarisme, si celle-ci est légèrement modifiée du point de vue empirique. Étant donné que la mémoire historiographique est courte, il faut rappeler cet état de choses ainsi que le fait suivant: les grands ouvrages de Alan Bullock et de Joachim Fest ne se bornent pas à la thématique biographique, comme c'est le cas pour nombre d'interprétations conventionnelles de la »Weltanschauung« d'Hitler. Bullock p. ex. traite des entités historiques et politiques de la dictature nationale-socialiste et Fest, en se basant sur de nouvelles recherches, aborde des problèmes structurels dépassant de loin la personne d'Hitler. Ainsi en s'associant à Ralf Dahrendorf et David Schoenbaum, il se demande si la domination nationale-socialiste a favorisé ou non une modernisation sociale en Allemagne.

La terminologie fluctuante utilisée parfois dans la controverse sur le caractère de la dictature nationale-socialiste altère souvent la problématique. En effet, tous les acteurs ont accepté depuis longtemps toute une série de résultats de recherche du camp adverse. Au fond, il ne s'agit plus de constater si le Troisième Reich a été polycratique, monocratique ou totalitaire. Dans sa grande synthèse parue en 1986 Hans-Ulrich Thamer p. ex. a démontré la concomitance de tous ces traits. Il est évident que même une finalité politique systématique n'exclut pas l'improvisation – sans doute toute politique doit trancher de temps en temps selon le cas particulier. Le fin fond de la controverse est plutôt la pondération de ces caractéristiques. Ici intervient la question de savoir si le chaos au niveau de la direction a été voulu comme le pense Bracher ou s'il est dû à l'incapacité du dictateur, comme le pense Hans Mommsen.

La présentation sans doute la plus importante concernant les structures internes de domination du Troisième Reich de 1933 à 1939 est l'ouvrage »Der Staat Hitlers« (L'Etat d'Hitler) que Martin Broszat publia en 1969. Avec cet ouvrage Broszat donna une nouvelle base à la discussion. Il accentua fortement le caractère d'improvisation de la domination nationale-socialiste. Cependant il n'alla pas aussi loin que Hans Mommsen qui répéta continuellement son hypothèse du »faible dictateur« Hitler, sans cependant étayer sa supposition par une analyse globale. La controverse s'étend entre-temps à toute une série de problèmes particuliers et surtout à la question de la datation du plan d'extermination des Juifs. Il ne s'agit pas ici de l'assertion de David Irving déclarant que Hitler ne serait pas personnellement responsable du génocide et n'en aurait pas donné l'ordre. Broszat a réfuté d'une manière convaincante cette assertion en 1977. Cependant, des pourfendeurs de l'hypothèse de l'improvisation comme Broszat doutent que l'extermination ait été nécessairement une conséquence de l'antisémitisme national-socialiste et qu'elle ait été projetée longtemps avant le début de la dénommée »solution finale de la question juive«. Voici l'appréciation alternative: A cause de la situation de guerre l'antisémitisme national-socialiste commença à suivre ses lois propres et se radicalisa – pour ainsi dire – par rapport à cette situation. Ce n'aurait été qu'au moment de la guerre qu'on aurait formé le projet d'exterminer entièrement les Juifs européens. L'hécatombe de millions de Juifs n'est cependant remis en question par aucune des orientations d'interprétation scientifique. Pourtant un accord sur leur interprétation n'est pas encore en vue. A. Hillgruber, H. Graml, H. Krausnick et une série d'autres auteurs continuent avec de bonnes raisons à juger que la radicalisation de la politique anti-juive a été projetée et que le point final de cette politique délibérée depuis longtemps était l'assassinat systématique dans les »camps d'extermination«.

L'explication de la politique de conquête nationale-socialiste, de la politique pangermaniste (H. D. Looch), et de la »Großraumordnung« (Agencement de l'espace vital; L. Gruchmann) du Troisième Reich dépendent au même degré des prémisses mentionnées ci-dessus que l'explication de la politique extérieure étudiée à fond par A. Hillgruber, K. Hildebrand, H. A. Jacobsen, N. Rich, G. Weinberg et en dernier lieu par Ch. Bloch. Dans ces analyses, les



points suivants sont d'une importance centrale; les questions de l'ordonnancement, de la direction d'Hitler, de l'influence d'autres hommes politiques, du rôle du Ministère des Affaires étrangères et finalement les questions de la continuité ou bien de la discontinuité par rapport à la politique hégémoniale de l'Empire, aux buts révisionnistes de la République de Weimar et par rapport à l'expansionnisme national-socialiste. Le point de départ décisif et distinctif est le fait que la politique extérieure et la politique raciale nationales-socialistes sont indissociables. Pour le but utopique d'Hitler c.-à-d. »le projet de la domination totalitaire, elles représentent les côtés qui se conditionnent de ses fins programmatiques« (Klaus Hildebrand).

Dans l'analyse d'autres problèmes d'interprétation de la dictature nationale-socialiste, l'évaluation globale différente se transforma également en une série de jugements divergents. Les recherches détaillées suivirent les voies tracées par les controverses fondamentales. Klaus Hildebrand l'a signalé dans son aperçu significatif »Das Dritte Reich« (Le Troisième Reich); cette étude qui a été publiée pour la première fois en 1979 traduit en français en 1985 et dont une édition augmentée et actualisée a paru en 1987, contient l'analyse la plus importante du point de vue du développement de la recherche sur le national-socialisme. Un exemple très révélateur est la recherche sur la résistance, qui reflète d'une façon très instructive le changement méthodique et thématique ainsi que les implications politiques. Dans un régime totalitaire qui utilisait des mécanismes d'oppressions parfaits et planifiés, la résistance ne pouvait être que l'exception. Au centre des recherches il y eut d'abord l'opposition militaire, la résistance de petits groupes conservateurs ainsi que d'individus isolés; les activités de résistance avaient leurs racines dans des convictions non seulement chrétiennes et conservatrices, mais également sociales-démocrates.

Depuis toujours la recherche en R. D. A. a représenté de façon intensive la résistance communiste. Elle n'a considéré que rarement la résistance ecclésiastique, conservatrice, sociale-démocrate et militaire. En République Fédérale ce fut le cas inverse. Abstraction faite de quelques prédécesseurs, la recherche en République Fédérale ne commença à découvrir la résistance communiste que vers la fin des années 60 et surtout vers le milieu des années 70. Dans un certain sens, ces travaux sont analogues aux recherches éditées auparavant par la Friedrich-Ebert-Stiftung sur la résistance sociale-démocrate: Tout le monde découvrit ses »pères« et tout le monde en déduisit des conclusions politiques pour l'histoire de la République Fédérale. Maintes fois cependant, la qualité éthique fut confondue avec la qualité politique: dès la fin des années 40 p. ex. les hommes du 20 juillet 1944 apparurent fréquemment comme des modèles politiques constructifs pour la reconstruction démocratique de la république parlementaire. En réalité, les buts politiques de la résistance du 20 juillet sont pour la plupart très éloignés des maximes politiques suivant lesquelles la démocratie parlementaire fut fondée en Allemagne occidentale. On ne peut pas reprocher cette divergence politique aux hommes du 20 juillet; cette divergence n'enlève pas non plus la qualité morale à leurs actions. Sur ce point, ils peuvent servir de modèles. En ce qui concerne cependant le contenu politique de leurs buts, ils ne peuvent guère servir d'exemples normatifs pour une démocratie parlementaire.

Depuis le milieu des années 70, le projet de recherche »Bayern in der NS-Zeit« (La Bavière au temps du national-socialisme) fut développé à l'»Institut zur Zeitgeschichte« (Institut pour l'histoire contemporaine) et dirigé par Martin Broszat qui est décédé en 1989. Ce projet qui défricha un domaine inconnu du point de vue méthodologique eut un rendement empirique fructueux publié en six volumes de 1977 à 1983. Dans une série d'études régionales et d'études de cas particuliers, on réussit à analyser les activités de la résistance spécifique de groupes et d'institutions. En outre, on étudia la vie quotidienne du temps de la domination nationale-socialiste de façon exemplaire du point de vue régional et thématique. Le concept de base contient la double notion d'accommodation et de résistance. Ceci permit de rassembler les nombreux degrés intermédiaires et de représenter pour ainsi dire le comportement normal des hommes sous la dictature nationale-socialiste, même si la pertinence de la notion de »résistance« fut contestée (R. Löwenthal). En tout cas, on découvrit que le comportement de la



population était déterminé moins par les concepts politiques que par les particularités confessionnelles et sociales. Souvent ce comportement dépendait de hasards géographiques contre lesquels la NSDAP était incapable de réagir: il ne s'agissait pas d'une résistance projetée et organisée politiquement, mais de dérobades et d'abstentions. Evidemment, le projet prouva aussi l'existence d'attitudes opportunistes dans la population. Dans l'ensemble cependant, les zones d'ombre et de lumière s'effacèrent considérablement.

L'histoire culturelle du Troisième Reich aussi bien que l'étude du comportement de la vie quotidienne en est encore à ses débuts. Cependant, l'histoire culturelle est d'un profit méthodologique considérable: abstraction faite des incursions de Bracher et de quelques articles publiés dans les années 50 ainsi que de la méthode comparative avancée par Ernst Nolte, l'historiographie contemporaine s'est très peu occupée de sa propre méthodologie.

Entre-temps, il est incontesté que l'émigration politique de représentants de toutes les orientations politiques – communistes, sociaux-démocrates, représentants du catholicisme politique, conservateurs – fut également une forme de résistance contre le régime national-socialiste. Cette émigration toucha environ 30000 personnes et fit partie d'une vague d'émigration comptant plus d'un demi million de personnes – juives en grande partie – forcés de quitter l'Allemagne après 1933. Une partie très importante des émigrants appartenait à l'élite culturelle; pour cette raison on peut parler d'un «Exode de la Culture». Le *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933* (Manuel biographique de l'émigration de langue allemande après 1933), publié de 1980 à 1983 par l'*Institut für Zeitgeschichte* et par la *Research Foundation for Jewish Immigration* (New York), contient presque 9000 notes biographiques.

Parmi les documentations précieuses sur certaines institutions et certains groupes de population figurent les publications de sources de la *Kommission für Zeitgeschichte* à Bonn (Commission pour l'histoire contemporaine). Ces sources ont pour sujet la situation de la population catholique et de l'Eglise (D. Albrecht, U. v. Hehl, H. Hürten, L. Volk, H. Witeschek et d'autres depuis 1965).

Les conceptions présentées ici – aussi bien l'interprétation globale que les recherches de détail – font remarquer qu'il y eu un changement significatif en ce qui concerne le terrain des expériences politiques. Il est évident que le caractère totalitaire de la domination nationale-socialiste était ressenti beaucoup plus fortement dans les premières années de l'après-guerre qu'aujourd'hui. Le penchant vers une interprétation globale et vers un jugement moral devait être plus fort à ce moment-là qu'aujourd'hui. Il est nécessaire d'analyser ce changement d'expérience. Une telle analyse doit prendre en considération non seulement les aspects politiques, mais aussi les traditions historiographiques.

Ainsi, il est remarquable qu'aucune des controverses récentes en histoire contemporaine ne soit tout à fait nouvelle: Trevor-Roper déjà, dans son livre *Hitlers letzte Tage* (Les derniers jours d'Hitler), publié en 1947, se moquait du «dictateur faible». Les bases du débat sur la polycratie furent établies aux Etats-Unis, il y a 40 ans, quand en 1940 et en 1942 Ernst Fraenkel et Franz Neumann publiaient leurs ouvrages *The Dual State* et *Behemoth-Struktur und Praxis des Nationalsozialismus* (Béhémoth – structure et pratique du national-socialisme). De même que Konrad Heiden et Rudolf Olden présentaient déjà des études biographiques et des analyses de «Weltanschauung». La situation est la même pour la conception du fascisme; le recueil de Ernst Nolte sur les théories du fascisme le démontre. Il existe également des exemples hors de la thématique du national-socialisme. Ainsi, les controverses sur les possibilités réelles du développement politique et sur le modèle des conseils (Rätemodell) au début de la République de Weimar remontent à un précurseur: en 1935, Arthur Rosenberg présenta son hypothèse de la possibilité d'une troisième voie entre le parlementarisme de Weimar et le bolchevisme. L'ouvrage de Fritz Fischer *Griff nach der Weltmacht* (La poursuite du pouvoir mondial) qui traitait de la problématique «rupture ou continuité» de l'histoire allemande au XX<sup>e</sup> siècle, stimula la discussion dès sa parution en 1961. Cet ouvrage



connaît aussi des précurseurs: dans les années 40 Friedrich Meinecke, Gerhard Ritter et Ludwig Dehio traitèrent aussi de la problématique de la continuité.

C'est donc surtout le changement du terrain d'expérience et non la nouveauté des questions qui caractérise la recherche en histoire contemporaine et qui caractérise les points de vue. Ce changement se transforme en recherche empirique tout en étant modifié chaque fois par la mise à jour de l'interrogation. En histoire contemporaine, la discussion sur les fondements théoriques de la recherche est relativement limitée. Ceci s'explique par le fait que des conceptions de recherche assez valables furent disponibles dès le début. Voilà pourquoi les problèmes méthodologiques furent plus souvent discutés en prise directe sur les objets de recherche qu'à un niveau conceptuel abstrait. Cette conception n'a pas cessé de faire ses preuves et la contemporanéité qui compte parmi les facteurs constitutifs de l'histoire contemporaine, a acquis une valeur constante pour la recherche. Il est vrai que l'ancienneté des conceptions montre aussi que le modèle comparatif, les modèles du totalitarisme ainsi que de la polycratie ont leur origine dans la compréhension même des contemporains. Pourtant, il est sans importance que cette compréhension soit orientée vers une méthode intentionnelle ou fonctionnelle: la recherche en histoire contemporaine y a gagné jusqu'à présent.

#### IV. Problèmes et tendances de la recherche

Un décalage s'est opéré parmi les différents aspects de l'histoire contemporaine comprenant les dimensions méthodologique, morale, politique et scientifique. Ce décalage peut être considéré comme une normalisation de l'historiographie contemporaine. Apparemment, cette normalisation est plus difficile à effectuer pour la recherche sur la dictature nationale-socialiste que pour les autres sujets de l'histoire contemporaine. Le »Historikerstreit« (querelle des historiens) qui a éclaté en 1986 et qui a eu un grand retentissement en est la preuve. Cependant, il s'agit moins d'une controverse scientifique que d'une polémique sur la dimension politique et morale de la dictature nationale-socialiste dans l'opinion publique de la République Fédérale d'Allemagne. Quelques contributions sont même contradictoires étant donné que les déclarations politiques contrecarrent souvent les acquis scientifiques: Martin Broszat p. ex. plaidait en faveur de l'»historisation« du national-socialisme. En même temps, il fonctionnalisait la dictature nationale-socialiste en vue de mener des controverses politiques concrètes du présent.

Au cours des années 50 et 60 la République Fédérale a été analysée sous des points de vue politologiques et sociologiques. Entre-temps, son histoire-même est devenue sujet de la recherche scientifique. Cette recherche ne se limite plus à analyser exclusivement le rôle de la République Fédérale en tant que carrefour de la politique mondiale lors de la guerre froide, mais elle considère le développement en politique extérieure et intérieure dans son ensemble. A l'exception de la R. D. A., la recherche et la présentation de l'histoire de la République Fédérale diffère de celles des autres Etats européens. Elle doit supporter un double fardeau: celui de l'ombre portée par la dictature nationale-socialiste et celui de son existence comme Etat partiel. En outre, la République Fédérale a accepté la succession juridique de l'empire allemand. Cette acceptation inclut les conséquences historiques et politiques, psychologiques et morales qui en résultent. Il est significatif que les interprétations de l'historiographie de la R. D. A. ne font débiter l'histoire contemporaine qu'à la date de 1945. En plus, elles réclament les traditions progressistes de l'histoire allemande. La R. D. A. se dispense de la responsabilité allemande commune pour la dictature nationale-socialiste, en signalant son »antifascisme« de principe ainsi que sa résistance communiste contre Hitler. Il existe cependant des faits contredisant cet »auto-portrait«: ainsi les communistes ont participé eux-aussi à la destruction de la République de Weimar; Hitler et Staline ont conclu un pacte en 1939; de ce pacte résulta le partage commun de la Pologne et d'autres territoires de l'Europe orientale. La R. D. A.



ignore ces faits ou les interprète de façon à excuser le communisme en général et la R. D. A. en particulier.

D'une part, la division de l'Allemagne semblait un fait accompli, de l'autre la «question allemande» est encore ouverte du point de vue du droit international et le préambule de la Loi fondamentale prescrit la réunification. Ces faits maintiennent un état de tension permanente. Outre la recherche fut stimulé par l'antithèse suivante motivée politiquement et renforcée artificiellement: Est-ce que la fondation de la République Fédérale d'Allemagne est une restauration ou bien un nouveau commencement? En histoire il n'existe pas d'«heure zéro» et il est peu sensé d'utiliser la catégorie d'interprétation «restauration». En effet, à toutes les époques historiques les phénomènes de continuité et de discontinuité s'entrecroisent, encore que les accentuations soient différentes. Ainsi sur certains secteurs il peut y avoir des changements structurels accélérés tandis que d'autres secteurs sont retardataires.

Qu'est-ce qui pouvait être restauré en 1949? L'empire? La République de Weimar? La dictature nationale-socialiste? En effet, rien de tout cela. La fondation et la politique ultérieure de la République Fédérale furent le résultat en partie inévitable et en partie consciente de l'opposition aux importantes traditions constitutives de l'histoire allemande avant 1945, 1933 et 1918.

1. L'Etat national allemand n'a pas pu se reconstituer jusqu'à présent.

2. L'ordre constitutionnel de la Loi fondamentale est sans aucun doute contraire à la dictature nationale-socialiste; sur certains principes fondamentaux, il est contraire également au «semi-parlementarisme» (K. D. Bracher) de la République de Weimar. L'adoption de traditions constitutionnelles positives (l'Etat de droit, la formation démocratique de partis, le parlementarisme, le fédéralisme, l'autogestion) conduisit à une forme conséquente de la démocratie parlementaire. Une forme comparable n'existait pas avant 1918; de 1919 à 1932, une forme comparable existait au niveau des Länder et surtout au niveau de la Prusse.

3. L'intégration de douze millions d'expulsés et de réfugiés changea la structure sociale de la République Fédérale à tel point qu'une simple restauration dans ce secteur était impossible. En outre, dès la révolution de 1933, la dictature nationale-socialiste avait entraîné des changements socio-structurels dans la hiérarchie sociale. Depuis 1945, l'expulsion privait définitivement de sa base matérielle une classe sociale qui avait longtemps prédominé en Prusse: les «Junker» (hobereaux). Finalement, le corps des officiers fut privé de son pouvoir politique et social ce qui favorisa également des changements sociaux considérables.

4. Le système de la «soziale Marktwirtschaft» (économie sociale de marché; désignation de A. Müller-Armack), dont Ludwig Erhard était le protagoniste le plus renommé, est tout à fait différent de la structure économique de l'Allemagne nationale-socialiste et de celle de la République de Weimar. Le système des accords tarifaires et le mouvement syndicaliste se développèrent également de façon différente. Les mesures étendues en politique sociale appartenant au système économique et social de la République Fédérale dépassent de loin, en qualité et en quantité, les époques d'avant 1945.

5. Le système des partis politiques de la République Fédérale est plus stable en raison de l'importance et du nombre beaucoup plus réduit des partis. En outre, ce système, contrairement à celui de la République de Weimar, fut soutenu dès le début par quelques grands partis qui étaient conformes à la constitution et qui avaient un caractère intégrateur. Pendant toute l'histoire de la République Fédérale, le parti opposant principal s'est engagé à maintenir le consensus fondamental concernant l'ordre constitutionnel étatique et social qu'il avait d'ailleurs contribué à créer. Les partis opposants du Bundestag furent souvent les partis gouvernants au niveau des Länder et des communes. En plus, la CDU/CSU est une nouvelle fondation supra-confessionnelle qui n'a pas de modèle dans les époques d'avant 1945 ou d'avant 1933.

6. Dans le domaine de la politique extérieure et intérieure ce fut surtout Konrad Adenauer qui fit avancer la République Fédérale vers une intégration valorisante à l'Ouest. Sur les points



essentiels cette intégration mit fin à la «voie spécifique allemande», que celle-ci ait été réelle ou prétendue. En ce qui concerne la politique extérieure, cette intégration stratifiée signifia une révolution diplomatique. Tous les Etats allemands antérieurs à la République Fédérale accentuaient leur situation géostratégique et se sont réservés des options aussi bien pour l'Est que pour l'Ouest. La poursuite temporaire de buts d'hégémonie se basait sur cette politique. Adenauer la considérait comme une politique de bascule et la refusait en raison de sa propre prise de position pour les valeurs de l'Ouest et en raison de ses réflexions autour de la politique des puissances. Il tenait fermement aux priorités suivantes: «Liberté, Paix, Unité». A l'intégration dans l'Ouest de la République Fédérale correspondait en outre le renoncement à la souveraineté en politique militaire par l'intégration de la «Bundeswehr» dans la structure de commandement de l'O.T.A.N. Ce fait également est sans précédent dans l'histoire allemande.

Toutes ces décisions de principe ont mené à un nouveau départ radical. Voilà pourquoi certaines continuités au niveau des personnes dans la politique et l'administration, dans l'économie et la culture sont sans importance pour un jugement global de la continuité ou de la discontinuité. En justice également il existe une certaine continuité qui cependant ne concerne que les personnes et ne se rapporte pas au droit politique. Cette continuité qui ne se limite pas à des cas particuliers, est grave. Cependant elle n'a guère d'importance si l'on juge le système de la République Fédérale dans son ensemble. Si l'on apprécie donc de façon objective les facteurs énumérés ici en quelques mots, il faut admettre ce qui suit: La discontinuité et la constructivité du nouveau commencement prévalurent de loin sur les continuités. En ce qui concerne le système politique et socio-économique de la République Fédérale dans son ensemble, l'hypothèse de la restauration est empiriquement inexacte.

Entre-temps, la recherche empirique sur l'histoire de la République Fédérale a fait de grands progrès. Dans certains domaines elle atteint déjà la deuxième moitié des années 60. Thilo Vogelsang a publié en 1966 une première présentation générale: «Das geteilte Deutschland» (L'Allemagne divisée). Augmentée plusieurs fois, cette œuvre d'une valeur encore considérable aujourd'hui est devenue un best-seller. Depuis cette publication de nouveaux résumés substantiels et s'orientant vers la recherche ont paru (Anselm Doering-Manteuffel 1983; Rudolf Morsey 1987). En 1987, fut finalement achevé un ouvrage remarquable en six volumes sur l'histoire de la République Fédérale d'Allemagne. Les volumes de Hans-Peter Schwarz et de Klaus Hildebrand qui traitent de l'époque de 1949 à 1969 sont des synthèses de grande envergure. Ils ont ouvert à l'exploitation de nombreux groupes de sources nouvelles et se sont avancés ainsi dans des domaines inconnus à la recherche jusqu'à présent. Les auteurs de ces ouvrages ont établi de nouveaux critères car ils ont pu consulter du matériel documentaire appartenant encore à la période de suspension. Parmi ce matériel figurent des sources de premier ordre pour l'histoire d'une démocratie parlementaire comme p. ex. les protocoles des réunions de groupes parlementaires et des comités de partis.

D'autre part, les historiens qui étaient déjà habitués à avoir en principe accès à une grande partie des sources concernant l'histoire contemporaine allemande jusqu'en 1945, disposent pour l'après-guerre d'énormes quantités de matériel directement accessible. Dans les Etats démocratiques, l'historiographie contemporaine travaille dans nombre de domaines longtemps avant que les documents officiels ne deviennent accessibles à la recherche. La publicité croissante de la formation des décisions politiques élargit considérablement la base de source de l'historien contemporain. En plus, le décalage successif des périodes de suspension crée continuellement de nouvelles tâches, bien que souvent une analyse historique de la politique extérieure p. ex. ne devienne possible qu'à une date ultérieure étant donné que les archives d'autres Etats doivent être accessibles également. Cependant, c'est justement l'énorme quantité des sources qui pose souvent un problème: si on traite un sujet vaste, ce n'est qu'une petite partie des multiples sources accessibles qui peut être utilisée.

Dorénavant, la recherche en histoire contemporaine ayant trait aux personnages historiques



pourrait se heurter à des problèmes pour deux raisons. Premièrement: Le rayon d'application de la législation sur l'informatique et la protection de la personne s'élargit continuellement. Cette dernière ne doit pas être appliquée d'une façon trop restrictive et doit tenir compte du fait que les personnages publics peuvent avoir une grande importance également pour la recherche historique future. Deuxièmement: Il existe un danger dans la tendance croissante des hommes politiques éminents à donner aux fondations des partis leur succession contenant entre autre du matériel officiel. Il est vrai que les fondations des partis ayant institué des archives gérées professionnellement (surtout la Friedrich-Ebert-Stiftung et la Konrad-Adenauer-Stiftung) ont de grands mérites en ce qui concerne le recueil et l'exploitation de documents des partis ainsi que la recherche sur ce matériel. Cependant, la tendance qu'ont certaines institutions et associations – p. ex. Eglises, partis, syndicats – d'analyser et de présenter leur »propre« histoire constitue un problème, d'autant plus que les historiens étrangers aux convictions et aux relations en question, ne participent guère à de tels travaux. Une telle parcellisation touche plus l'histoire contemporaine que d'autres époques historiques. Les »commissions historiques« auprès du comité directeur des partis contribuent à renforcer de telles tendances si elles ne renoncent pas a priori à l'image que le parti en question a de l'histoire. Si les frontières entre la science et la politique s'effacent, c'est généralement la science qui y perd. L'objectivité de la connaissance scientifique doit aussi rester le »principe régulateur« – préconisé par Max Weber – de l'histoire contemporaine. L'»historiographie du parti« restreint la vue en raison d'intérêts politiques précis. Par conséquent, elle entrave la progression vers le but visé par toute science; elle est profondément régressive.

Certains sujets peuvent être traités sur la base de sources qui n'existent pas pour les époques antérieures: p. ex. pour la période de la République de Weimar la recherche sur les élections est très laborieuse. Elle est limitée au niveau des régions et au niveau de l'époque et des partis. Les historiens de la République Fédérale par contre disposent d'un matériel excellemment préparé par des statisticiens et des sondeurs d'opinions. Ce matériel a été mis en ordre et exploité suivant des critères centraux peu après les élections.

Ainsi, il y a non seulement un élargissement et un décalage thématique et temporel de l'histoire contemporaine, mais également un changement de la base des sources. Pour certaines thématiques, il existe en plus des possibilités techniques tout à fait différentes pour exploiter les statistiques. Finalement il existe d'énormes quantités de documents de statistiques sociales. Tout ceci témoigne du »vieillissement« de l'histoire contemporaine mentionnée ci-dessus. L'abondance des nouvelles relatées quotidiennement par les médias ainsi que la possibilité de se procurer d'abondantes informations grâce à la technique changent dans un certain sens la valeur de la nouvelle en tant que source. D'autre part, certains genres de sources sont sujets aux changements et perdent par conséquent de leur valeur. La reproductibilité facile ne permettant quasiment plus de tenir secret les processus de décision, contribue à cette évolution. Un protocole de cabinet qui est p. ex. accessible non seulement aux concernés mais aussi à toute une série d'autres personnes, devient de moins en moins substantiel. Le contenu est limité aux informations destinées de toute façon à la publication. Les communications téléphoniques ne peuvent être exploitées qu'au cas où il existe une mention officielle au dossier. Le discours politique qui du temps de Bismarck, de Stresemann, d'Ebert, de Adenauer et de Gaulle était encore une source importante, est aujourd'hui plus ou moins le produit de »nègres«. Dans la plupart des cas, ceux-ci marquent la forme et souvent aussi le contenu des déclarations. Voilà pourquoi les textes n'expriment l'avis de l'orateur qu'au cas exceptionnel où celui en est également l'auteur. Il en est de même pour les interviews ou bien pour la résonance publique d'un discours. La plupart du temps, elles sont le résultat d'une opinion publiée par les journalistes. Bien que celle-ci ait également une valeur de source, elle n'est valable que pour d'autres questions.

De tels problèmes de perceptions doivent être analysés convenablement c.-à-d., non seulement à partir du sujet pensant, mais également en relation à l'objet. La surabondance des



événements dans le présent entrave souvent la connaissance des contemporains. La *vita activa* ouvre non seulement le monde à la connaissance, mais elle dissimule souvent les connexions qui ne deviennent transparentes que lors d'une contemplation ultérieure sachant distinguer l'essentiel du non-essentiel.

Les structures de la formation de décisions politiques ainsi que les questionnements s'affinant et se différenciant de plus en plus compliquent l'image historiographique aussi bien que les acteurs et les groupes innombrables participants à une démocratie. Il est vrai que l'historiographie contemporaine manque de biographies importantes – ceci est également le cas pour l'époque de Weimar. Il se peut que les raisons en soient la pluralisation des processus de décision ainsi que la discussion méthodologique en histoire qui relégua à tort ce genre. Il est vrai que les relations complexes d'un homme d'Etat d'aujourd'hui constituent une provocation particulière pour un biographe. Cependant elles offrent en même temps la chance de gagner l'accès à cette complexité, accès qui focalise les lignes essentielles, comme le fait une lentille. Tout comme les autres disciplines de l'histoire, l'historiographie contemporaine ne peut pas renoncer à la pluralité des différentes catégories d'interprétation et aux méthodes spécifiques de celles-ci.

Une problématique supplémentaire de l'histoire contemporaine récente résulte de l'interdépendance du monde moderne: les relations internationales ainsi que les systèmes d'alliances militaires sont devenus d'une envergure «plus mondiale» et en cela plus complexe. Ceci vaut également pour nombre d'autres secteurs de l'historiographie comme p. ex. pour les relations économiques, pour les interactions culturelles entre les régions les plus éloignées, pour le monde quotidien; les techniques d'information modernes et l'exploitation du monde du point de vue des transports constituent les moyens de ce développement. Le changement technologique qui s'accélère, les informations qui deviennent de plus en plus denses, le volume des nouvelles qui augmente de plus en plus font du «journaliste enragé» (*rasender Reporter*) de Egon Erwin Kisch un personnage paisible et tranquille appartenant à une époque révolue. Tout ceci donne l'impression d'un monde soumis à un changement continuellement accéléré qui fait que la nouvelle sensationnelle d'aujourd'hui devient fade et insipide après quelques jours. L'actualité devient une fin en soi. L'historien cependant ne doit pas lui succomber, mais il doit ressortir du «flou du présent» (Christa Wolf). Par le moyen de la distanciation, il doit saisir et dissoudre dans le présent les contours et la marque du passé, tout comme il ne peut comprendre et relativiser le présent qu'à l'aide du passé.